

MOBILISATIONS CONSERVATRICES : COMMENT LES DOMINANTS CONTESTENT ?

[Éric Agrikoliansky](#), [Annie Collovald](#)

De Boeck Supérieur | « Politix »

2014/2 N° 106 | pages 7 à 29

ISSN 0295-2319

ISBN 9782804189938

Article disponible en ligne à l'adresse :

<https://www.cairn.info/revue-politix-2014-2-page-7.htm>

Distribution électronique Cairn.info pour De Boeck Supérieur.

© De Boeck Supérieur. Tous droits réservés pour tous pays.

La reproduction ou représentation de cet article, notamment par photocopie, n'est autorisée que dans les limites des conditions générales d'utilisation du site ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Toute autre reproduction ou représentation, en tout ou partie, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit, est interdite sauf accord préalable et écrit de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France. Il est précisé que son stockage dans une base de données est également interdit.

DOSSIER

Mobilisations conservatrices

Coordonné par Éric Agrikoliansky
et Annie Collovald

Mobilisations conservatrices : comment les dominants contestent ?

Éric AGRIKOLIANSKY, Annie COLLOVALD

Résumé – Cet article s'intéresse aux mobilisations des groupes dominants et aux mouvements sociaux conservateurs. Il esquisse d'abord quelques raisons du désintérêt sociologique pour ce type d'action collective. Puis, en élargissant le cadre de réflexion de la sociologie de l'action collective et en s'adossant aux sociologies des élites, de l'action publique et de la domination dont les apports récents sont nombreux (bien que dispersés), les auteurs formulent de nouvelles pistes pour comprendre de quoi sont faites ces mobilisations et comprendre leurs dynamiques.

Comment les groupes dominants contestent-ils ? Poser cette question est beaucoup moins incongrue qu'il ne le semble. Si l'on veut bien prendre au sérieux tout ce qu'a pu montrer la sociologie de la domination¹, notamment qu'elle était rien moins que naturelle, qu'elle supposait un travail incessant de légitimation et de rétablissement des hiérarchies sociales, alors les dominants apparaissent-ils moins assurés de leur position et de la justesse de leur valeur même s'ils ont « la force avec eux ». Comme l'ont mis en évidence les travaux de James C. Scott² ou de Alf Lüdtke³, les groupes subalternes, même les plus démunis, disposent en effet de cette arme des faibles qui consiste sinon à échapper à la domination, du moins à s'en protéger, ne serait-ce que par la bande, sous le mode de la raillerie, de la fuite ou du « quant-à-soi ». L'on peut faire alors l'hypothèse, à la suite de Michel Pinçon et Monique Pinçon-Charlot⁴, que les groupes dominants ainsi obligés à réassurer constamment leur propre hauteur sociale constituent eux aussi une « classe mobilisée », mais sous des formes et avec des ressources différentes de celles qui ont été mises en avant pour les groupes dominés. Si, pour ces derniers, la question toujours heuristique est celle de savoir « pourquoi ils ne se révoltent pas plus souvent », dans le cas des dominants peut-être faudrait-il se demander « pourquoi leurs contestations ne sont-elles pas visibles plus souvent », en acceptant l'idée qu'il peut y avoir des contestations sans protestations publiques ou sans « *voice* » affichée.

De la même façon que des critiques ont été apportées à la notion de répertoire d'action de Charles Tilly au motif qu'elle renvoie principalement à des actions organisées, discontinues et ouvertes au détriment de celles plus invisibles, quotidiennes et peu orchestrées⁵, on peut en effet se demander ce qui se passe du bon côté des rapports des forces quand il s'agit de défendre collectivement des intérêts ou de faire cause commune. Qu'est-ce qu'une action collective de dominants ? Quelle forme prend-elle ? Comment s'organise-t-elle et quelles en sont les modalités variables dans le cours du temps et selon les logiques de situation dans lesquelles ces groupes se trouvent placés ? Ces questions supposent cependant de se faire à cette idée, somme toute contre-intuitive,

1. Cf. Weber (M.), *La domination*, Paris, La Découverte, 2014 et les travaux critiques particulièrement éclairants de I. Kalinowski sur les enjeux propres au sociologue allemand, *La science, profession et vocation. Suivi de « Leçons wébériennes sur la science & la propagande »*, Agone, 2005 ; pour quelques exemples, « Comment les dominants dominent », *Revue Savoir/Agir*, 19, 2012 et « Les dominations », *Revue Savoir/Agir*, 26, 2013.

2. Scott (J.-C.), *La domination et les arts de la résistance*, Paris, Éditions Amsterdam, 2009 [1^{re} éd. en langue anglaise 1990].

3. Sur les formes de « désengagement conflictuel », ni soumission à la domination ni résistance ouverte, que forme le « quant-à-soi », cf. Lüdtke (A.), « La domination au quotidien. "Sens de soi" et individualité des travailleurs en Allemagne avant et après 1933 », *Politix*, 13, 1991 et « Ouvriers, *eigensinn* et politique dans l'Allemagne du XX^e siècle », *Actes de la recherche en sciences sociales*, 113, 1996.

4. Pinçon (M.), Pinçon Charlot (M.), *Les Ghetos du Gotha : comment la bourgeoisie défend ses espaces*, Paris, Le Seuil, 2007 ; *Sociologie de la bourgeoisie*, Paris, La Découverte, 2003.

5. Cf. Péchu (C.), « Les répertoires d'action », in Fillieule (O.), Péchu (C.), Mathieu (L.), dir., *Dictionnaire des mouvements sociaux*, Paris, Presses de Sciences Po, 2009.

qu'il existe des « rebelles respectables » (et que c'est sans doute le mode d'existence ordinaire des membres des groupes dominants et non une exception) et de se défaire d'un double réflexe incontrôlé : celui d'adopter une approche relevant de l'individualisme méthodologique dès qu'il s'agit de s'intéresser aux classes supérieures censées être composées de « grandes individualités » ; celui de suivre cette croyance bien installée qui concède trop vite à ces « grandes individualités » des dispositions à un individualisme « intransigent » réfractaire à tout engagement collectif. L'entreprise n'est pas facile. C'est que les acquis théoriques et méthodologiques de la sociologie de l'action collective n'ont pas été historiquement forgés pour étudier leurs mobilisations et s'ils s'avèrent utiles pour normaliser leur approche et les réinscrire dans la continuité des autres cas possibles d'actions collectives – notamment celles des dominés –, ils échouent à en saisir pleinement la spécificité.

Une sorte de partage disciplinaire des objets à traiter semble en effet s'être instaurée cantonnant à la sociologie de l'action collective l'analyse des mobilisations visibles (protestation de rue, grèves, révoltes, rébellions, etc.) des groupes défavorisés, souvent d'ailleurs en cloisonnant les approches et en oubliant les apports de la sociologie du travail, des professions, du syndicalisme, de la représentation politique⁶, et réservant l'étude des groupes dominants à la sociologie des élites et du champ du pouvoir ou à la sociologie économique, voire à l'histoire des idées. Sans doute peut-on voir dans cette inattention aux formes d'action collective propres aux fractions sociales favorisées une méfiance ou une réticence d'intellectuels face à des groupes souvent positionnés à droite, mais on peut également y lire une difficulté proprement intellectuelle et scientifique à penser leur concertation, leur mode d'entente et plus largement l'espace des interdépendances tactiques les réunissant dans une visée de préservation ou de restauration de l'ordre social et politique. Ces deux aspects sont intimement liés et créent des points aveugles empêchant de rendre intelligibles les mobilisations conservatrices. C'est ce que l'on voudrait suggérer tout d'abord en esquisant quelques raisons du désintérêt sociologique pour l'action collective des dominants, puis en tentant de prolonger la réflexion sur les mobilisations conservatrices, en nous adossant aux sociologies des élites, de l'action publique et de la domination dont les apports récents sont nombreux (bien que dispersés) ; ces sociologies peuvent aider, en effet, à formuler des hypothèses empiriques pour comprendre de quoi sont faites ces mobilisations grâce à la prise en compte de la spécificité des groupes dominants. Elles peuvent conduire aussi à se poser des questions qui ne se posent pas en élargissant le cadre de réflexion d'une sociologie de l'action collective qui tend parfois à discuter en circuit fermé de ses concepts et de ses méthodes.

6. Cf. Collovald (A.), « Pour une sociologie des carrières morales des dévouements militants », in Collovald (A.), dir., *L'humanitaire ou le management des dévouements*, Rennes, PUR, 2002 ; Sawicki (F.), Siméant (J.), « Décloisonner la sociologie de l'engagement militant. Note critique sur quelques tendances récentes des travaux français », *Sociologie du travail*, 51, 2009.

Histoire d'un désintérêt sociologique

Si l'on examine l'imposante littérature que constitue aujourd'hui la sociologie de l'action collective, force est de constater le faible intérêt que semble avoir suscité l'étude des mobilisations conservatrices, réactionnaires, voire contre-révolutionnaires⁷. Sans pouvoir établir ici un inventaire exhaustif des objets abordés par la sociologie des mouvements sociaux, en Europe et outre-Atlantique (entreprise dont l'énoncé suggère par ailleurs immédiatement la difficulté, voire l'impossibilité), on peut noter que les travaux du paradigme aujourd'hui dominant du *political process* portent très majoritairement sur les mobilisations progressistes des groupes subalternes ou dominés. S'il existe certes des études sur l'extrême droite et les conservateurs radicaux, en particulier américains⁸, elles ne représentent que de rares exceptions insusceptibles de rivaliser face aux bibliographies monumentales qu'il serait possible de réunir sur les mouvements féministes, pacifistes et antinucléaires, antiracistes, de défense des « sans » (papiers, emploi, logement), environnementaux, régionalistes, altermondialistes, et à toutes les révoltes des groupes subalternes ou dominés contre l'oppression de l'État et des groupes économiquement et socialement dominants. En témoigne, par exemple, la structure thématique de l'un des principaux ouvrages de synthèse faisant référence sur le sujet, *The Blackwell Companion to Social Movements*⁹ : sur les six chapitres consacrés aux « *major social movements* », seuls deux chapitres abordent, partiellement, les mobilisations conservatrices ou réactionnaires¹⁰. De même, les articles de synthèse consacrés à une revue de la littérature sur ces sujets sont-ils fort rares et anciens¹¹. Enfin, dernier indice, l'index thématique du *Dictionnaire des mouvements sociaux*¹², qui propose un état de l'art de la discipline en langue française, n'ouvre que deux rubriques renvoyant aux mobilisations conservatrices ou réactionnaires sur la vingtaine d'entrées désignant des mouvements ou des événements spécifiques¹³.

7. C'est ce que constate également M. Offerlé (*Sociologie des organisations patronales*, Paris, La Découverte, 2009).

8. On pense aux travaux de Sara Diamond (*Roads to Dominion : Right Wing Movements and Political Power in the United States*, New York, Guilford Press, 1995) ou de Katherine Blee (*Women and the Klan. Racism and Gender in the 1920s*, Berkeley, University of California Press, 1991). Cf. aussi le très intéressant ouvrage, Huret (R.), dir., *Les conservateurs américains se mobilisent. L'autre culture contestataire*, Paris, Autrement, 2008 et « Les beaux quartiers de l'extrême droite », *Revue Agone*, 54, 2014.

9. Snow (D. A.), Soule (S. A.), Kriesi (H.), eds, *The Blackwell Companion to Social Movements*, Blackwell Publishing, 2004.

10. Il s'agit des deux chapitres consacrés aux mouvements « ethniques ou nationalistes » et aux mouvements religieux, mais qui ne les envisagent pas que dans leur dimension réactionnaire et/ou conservatrice, mais aussi comme les supports de mouvements progressistes.

11. Le principal article de synthèse spécifiquement consacré aux mouvements conservateurs en langue anglaise date ainsi du début des années 1980. Cf. Lo (C. Y. H.), « Countermovements and Conservative Movements in the Contemporary US », *Annual Review of Sociology*, 8, 1982.

12. Fillieule (O.), Péchu (C.), Mathieu (L.), dir., *Dictionnaire des mouvements sociaux*, op. cit.

13. Il s'agit des entrées de l'index thématique (p. 643-651) : « Contre-mouvement » et « Paniques morales » sur un total de dix-neuf entrées parmi lesquelles on trouve : le syndicalisme, les mouvements ouvriers,

Le désintérêt pour l'action collective conservatrice (ou réactionnaire ou contre-révolutionnaire peu importe ici) ne va pourtant pas de soi comme l'attestent les études que la science politique américaine a réalisées sur des mouvements de la droite radicale dans les années 1950 et 1960. Ku Klux Klan, *John Birch Society* ou encore maccarthysme sont alors auscultés pour leur étonnante radicalité dans un pays où les classes moyennes sont censées être garantes, par leur libéralisme modéré, d'un régime profondément démocratique – et à ce titre fonder « l'exception américaine » face à leurs homologues européennes ayant versé dans le nazisme ou le fascisme. Ce faisant, ces mouvements ont constitué un excellent terrain pour reprendre et développer les hypothèses relatives aux effets de la frustration relative et de la désorganisation sociale produite par « l'avènement des sociétés de masse », hypothèses formulées initialement par Harold Lasswell¹⁴ puis reprises par Seymour Martin Lipset¹⁵ justement pour rendre compte du développement du fascisme et du nazisme en Europe. Dans l'ouvrage coécrit avec Earl Raab¹⁶, Lipset propose de lire l'histoire du radicalisme de droite américain à l'aune de la notion de *status discontent*¹⁷ (qu'on pourrait traduire par mécontentement statutaire). Les soutiens des *right-wing political movements* sont identifiés soit à ceux qui ressentent le sentiment de perdre ou de risquer de perdre du pouvoir et du prestige (les « *once-hads* »), soit à ceux qui ont le sentiment de ne jamais avoir pu obtenir leur « juste » part du pouvoir ou le statut auquel ils pouvaient prétendre (les « *never-hads* »). La frustration générée par le déclin, ou la peur du déclin, serait redirigée vers des cibles de substitution alimentant des croisades pour le maintien d'un style de vie ou d'une morale ; la rigueur morale, concernant la sexualité ou l'abstinence alcoolique par exemple, incarnant par métonymie la grandeur d'un âge d'or perdu. Que ces mobilisations paraissent le fait d'individus « *alienated, frustrated and anomic*¹⁸ », donc susceptibles d'adhérer à une vision « paranoïaque » de la politique dans laquelle la stigmatisation des groupes minoritaires (les Noirs, les gays) constituerait une sorte d'exutoire vite trouvé aux difficultés du moment, attesterait de leur caractère irrationnel. Très largement diffusées, ces analyses vont certes être à l'origine d'une fructueuse réflexion sur la dimension politique

les mouvements altermondialistes, les mouvements de « sans », l'écologie, le féminisme, l'antiracisme, le mouvement des droits civiques, ou encore au titre des « événements » la Révolution française, la Commune, mai 1968, décembre 1995...

14. Lasswell (H.), « The Psychology of Hitlerism », *Political Quarterly*, 4, 1933.

15. Lipset (S. M.), *Political Man: The social basis of politics*, New York, Double Day and Co, 1960 [traduit en français : *L'Homme et la politique*, Paris, Le Seuil, 1962].

16. Lipset (S. M.), Raab (E.), *The Politics of Unreason: Right Wing Extremism in America, 1790-1977*, Chicago, University of Chicago Press, 1978 [2^e éd.].

17. Pour une présentation et une discussion critique de cette notion et de ses, nombreuses, applications aux mouvements conservateurs américains, cf. Wood (M.), Hugues (M.), « The Moral basis of Moral Reform: Status Discontent vs Culture and Socialization as Explanation of Anti-Pornography Social Movement Adherence », *American Sociological Review*, 49 (1), 1984.

18. Lipset (S. M.), Raab (E.), *The Politics of Unreason: Right Wing Extremism in America, 1790-1977*, op. cit., p. 487.

de « la considération » associée aux statuts sociaux et sur la façon dont certains groupes font de la défense de leur style de vie ou de leurs normes morales un enjeu central pour infléchir la distribution sociale du prestige au sein d'une société (on aura reconnu ici les hypothèses formulées par Joseph Gusfield pour comprendre les croisades de tempérance dans les États-Unis du XIX^e et du début du XX^e siècle¹⁹). Elles ont cependant aussi constitué, notamment avec les modèles psychosociologiques alors en vogue, un raccourci simplificateur pour penser le radicalisme de droite comme l'expression d'une tendance paranoïaque de groupes en déclin social²⁰, mais aussi le radicalisme de gauche (lutte des Noirs pour les droits civiques, mouvement étudiant, opposition à la guerre au Vietnam) pour lequel elles fournissaient une grille de lecture prête à l'emploi permettant de lui prêter une pareille irrationalité. Peut-être faut-il rappeler, à la suite de Nicolas Guilhot, combien ces catégories scientifiques sont aussi des catégories politiques portées par des entrepreneurs intellectuels souvent sociologues et surtout anciens de la gauche antistalinienne passés dans les rangs néo-conservateurs et prônant des idées « retournées » : « faillite du socialisme aux États-Unis expliquée par le caractère – déjà – socialiste de la société américaine, thème de la fin des idéologies et de l'atténuation de la lutte des classes au profit d'un réformisme pragmatique dépolitisé, élaboration du mythe de l'autoritarisme de la classe ouvrière », « dépossédée ainsi de ses attributs progressistes au profit des classes moyennes qui deviennent le nouveau sujet de l'histoire²¹ ».

Le renouveau de la sociologie américaine des mouvements sociaux va passer par une rupture avec ces catégories scientifiques et politiques. Ainsi que l'a suggéré Doug McAdam²², c'est en rejetant la vision pathologique de la protestation qu'ont émergé les recherches accordant une attention privilégiée à la question des ressources et des objectifs politiques des protestataires. Renforcé par les affinités existant entre ces nouveaux chercheurs et les mouvements progressistes des années 1970, ce renversement qui redonne aux radicalités leur positivité²³ s'est cependant surtout focalisé sur la réévaluation de la contestation étudiante ou du mouvement noir. La définition du « mouvement social » telle qu'elle

19. Gusfield (J. R.), *Symbolic Crusade. Status Politics and the American Temperance Movement*, Chicago, University of Illinois Press, 1986 [1^{re} éd. 1963].

20. Ces thèses sont ainsi au cœur du célèbre ouvrage de R. Hofstadter (*The paranoid Style in American Politics and other Essays*, NY, Vintage Book, 1967) ou encore structurent l'ouvrage dirigé par Daniel Bell *The Radical Right*, ouvrage collectif publié en 1964 (avec la participation de T. Parson, S. Lipset, R. Hofstadter) sur le maccarthysme analysé comme le fruit de la réaction de perdants de la modernisation économique – dont l'idéal type serait les vieilles familles protestantes des petites villes.

21. Guilhot (N.), « Les néoconservateurs : sociologie d'une contre-révolution », in Collovald (A.), Gaïti (B.), dir., *La démocratie aux extrêmes*, Paris, La Dispute, 2006. Voir aussi du même auteur *The Democracy Makers. Human Rights and the Politics of Global Order*, New York, Columbia University Press, 2005.

22. McAdam (D.), « Pour dépasser l'analyse structurale de l'engagement militant », in Fillieule (O.), dir., *Le désengagement militant*, Paris, Belin, 2005.

23. Tout comme le « style paranoïaque » a été relu comme un mode de pensée et d'action véritablement politique de gouvernement, cf. Rogin (M.), *Les démons de l'Amérique. Essai d'histoire politique des États-Unis*, Paris, Le Seuil, 1998.

s'est imposée avec les nouveaux paradigmes, d'abord celui « de la mobilisation des ressources », puis celui du « processus politique », devenus dominants aux États-Unis à partir des années 1980, s'est justement élaborée à partir de l'observation des mobilisations des groupes dominés et en est, en quelque sorte, devenue prisonnière. Si l'on suit Olivier Fillieule²⁴, le « mouvement social » tel qu'il se trouve redéfini dans les années 1970 et 1980 par des chercheurs comme John Mc Carthy et Meyer Zald, Doug McAdam, Charles Tilly ou Sydney Tarrow²⁵ se caractérise par trois traits : 1. l'orientation vers le changement social, 2. la confrontation aux autorités étatiques, 3. le déploiement des actions dans l'espace public et le recours à des formes « perturbatrices » et confrontatives d'expression. Ces trois critères restreignent d'emblée le cadre d'étude de la sociologie des mouvements sociaux aux mouvements progressistes, ceux qui revendiquent le changement social, qui s'opposent aux autorités étatiques (supposées privilégier justement l'ordre social existant, donc le pouvoir des groupes dominants) et recourent pour cela à des moyens extra-institutionnels (occupation de l'espace public, blocage, violence, révolution). Les mouvements sociaux sont alors pour l'essentiel le fait d'*outsiders* du système politique contraints d'en contourner les mécanismes. À l'inverse, les groupes conservateurs paraissent très largement hors sujet : ils n'auraient pas besoin de recourir à de telles formes d'action, puisqu'ils sont habituellement intégrés au système politique, disposent de représentants garantissant la représentation de leurs intérêts au plus haut niveau et peuvent ainsi faire l'économie de l'occupation de l'espace public et de la confrontation avec l'État.

On comprend les raisons qui ont conduit les promoteurs d'une nouvelle approche des mouvements sociaux à rejeter des analyses qui déniaient tout autant la rationalité des protestations progressistes (que certains taxaient de « fascisme rouge ») que l'autonomie des productions sociologiques, au profit d'une perspective redescendant sur le terrain scientifique (même si elle était aussi politiquement intéressée) pour mettre l'accent sur les ressources, les organisations, les ancrages sociaux et le travail symbolique opéré par des protestataires menant une politique par des voies non institutionnelles. Mais on comprend aussi le coût annexe de ce « cadrage » : délaissier les mobilisations des classes supérieures et des groupes dominants, dont le moins que l'on puisse dire est qu'ils n'en étaient pas proches, et dont on saisit qu'ils étaient sans doute peu pressés d'en réhabiliter la rationalité ou d'en étudier les difficultés.

24. Fillieule (O.), « De l'objet de la définition à la définition de l'objet. De quoi traite finalement la sociologie des mouvements sociaux ? », *Politique et sociétés*, 28 (1), 2009.

25. Pour la définition proposée dans le cadre de l'approche de la « mobilisation des ressources », on se référera à : McCarthy (J.), Zald (M. N.), « Ressource Mobilization and Social Movements: A Partial Theory », *American Journal of Sociology*, 82 (7), 1977. Pour celle promue dans le cadre du modèle du processus politique, cf. Tilly (C.), « Social Movements and National Politics », in Bright (C.), Harding (S.), eds, *Statemaking and Social Movements*, Ann Arbor, University of Michigan Press, 1984 ; McAdam (D.), Tarrow (S.), Tilly (C.), *Dynamics of Contention*, Cambridge, Cambridge University Press, 2001.

Pour une normalisation des approches

Pourtant, il est nécessaire d'appliquer aux mobilisations conservatrices les mêmes outils d'analyse qu'aux mobilisations progressistes. La tentation est en effet souvent forte de penser ces actions collectives sur le registre de l'*extra-ordinaire* : conscients de leurs intérêts, armés pour agir, capables d'imposer leur point de vue aux autorités, les dominants échapperaient en ce sens aux contraintes du commun des mortels. Certes, ces groupes disposent d'accès privilégiés aux centres de décision et de ressources rares. Mais une telle hypothèse paraît doublement problématique. D'une part, elle reprend, et entérine involontairement, les catégories que les membres des classes supérieures forgent eux-mêmes pour se présenter et se penser – uniques, singuliers, hors du commun justement. D'autre part, en considérant que leurs actions collectives peuvent se dispenser d'un véritable travail de mobilisation, elle interdit d'appréhender leurs conditions de possibilité, les ressources dont elles doivent disposer, ou les obstacles qui en freinent le développement. Nous plaçons à l'inverse ici pour un principe de symétrie consistant à appliquer les mêmes instruments d'analyse aux mobilisations de dominés et de dominants. Des travaux récents se sont ainsi intéressés à l'engagement dans des manifestations publiques de fractions sociales moins désavantagées ou aux stratégies visant à défendre une cause réactionnaire. Leurs apports sont particulièrement éclairants.

L'étude consacrée par Lisa McGirr à l'histoire de la droite conservatrice américaine²⁶ manifeste par exemple très bien le profit qu'il y a à minutieusement étudier, par le bas, l'ancrage social de cette mobilisation et le travail d'organisation et de cristallisation des ressources qui permet son émergence et rendit possible la conquête du Parti républicain, puis l'accession à la présidence des États-Unis de Ronald Reagan en 1980. Ce travail restitue en particulier comment s'implantent dans les *suburbs*²⁷ californiennes, au sein d'une partie des classes supérieures pourtant acquises à la technologie et au progrès, des mouvements réactionnaires et conservateurs, comme la *John Birch Society*²⁸ ou comme celui porté par Barry Goldwater (candidat républicain à la présidence en 1964). Cette enquête donne à voir les logiques concrètes du travail de conquête des soutiens et d'organisation de la mobilisation. Elle souligne en particulier le rôle joué par

26. McGirr (L.), *Suburban Warriors. The Origins of the New American Right*, Princeton, Princeton University Press, 2001.

27. Les travaux de Jean-Christian Vinel montrent également l'importance du « phénomène de périurbanisation qui sert de socle sociologique et géographique à l'essor du conservatisme dans les années 1960 ». Ce faisant, il suggère l'homologie entre ces espaces sociaux « dépourvus de centre-ville et d'espaces publics qui composent le visage de l'Amérique des banlieues » et les valeurs de « l'entreprise et de la cellule familiale », groupes primaires qui en constituent les seules entités collectives. Cf. Vinel (J.-Ch.), « La famille Wal-Mart et la contestation conservatrice au travail », in Huret (R.), dir., *Les conservateurs américains se mobilisent*, op. cit., 2008, p. 134.

28. La *John Birch Society* est une association anticommuniste créée en 1958, réclamant par exemple le départ du sol américain de l'ONU accusée de vouloir imposer un gouvernement mondial.

ces acteurs invisibles comme les femmes au foyer qui, de réunions d'arrière-cuisine en fêtes d'école, tissent patiemment les mailles des réseaux sociaux (familiaux, confessionnels, amicaux, de voisinage) qui serviront d'infrastructure à l'essor d'un conservatisme fondé sur la défense de la famille, de la morale et de la religion. Comme le notent Theda Skocpol et Vanessa Williamson, à propos du *Tea Party*, les femmes qui parcourent le pays pour « prêcher que la place des femmes est à la maison » jouent un rôle essentiel, se révélant souvent plus actives que les hommes dans le travail de mobilisation local, ingrat – car peu visible –, mais essentiel pour la construction d'une telle mobilisation²⁹.

De la même manière, les travaux sur la « nouvelle droite chrétienne » américaine³⁰ suggèrent que son développement dans les années 1990 reflète moins une soudaine conversion de masse à un irrationnel combat contre la modernité, que l'activisme d'entrepreneurs innovants, déployant des répertoires d'action et de mobilisation originaux. C'est en se professionnalisant et en inventant de nouvelles techniques d'action que ces groupes ont pu exercer une pression croissante sur les autorités publiques : par exemple en rémunérant des observateurs permanents des politiques publiques, en organisant des « *phone trees* » et des systèmes d'alerte (« *Hotlines* », « *Fax alert network* ») pour diffuser largement des infos sur l'actualité législative concernant la famille et mobiliser (notamment contre les élus soupçonnés de porter atteinte à leurs intérêts). Ce faisant, on gagnerait aussi à penser les usages et les transferts de savoirs, notamment professionnels, qui colorent spécifiquement les actions collectives des classes supérieures : recours à des compétences entrepreneuriales, voire au modèle de l'entreprise comme forme et support de la mobilisation (comme pour la chaîne de supermarchés américains Wal-Mart qui fait de l'organisation de ses magasins sur un modèle paternaliste l'étendard du combat de ses dirigeants pour la restauration de l'autorité et contre les syndicats³¹) ; mobilisation de savoir-faire événementiels pour l'organisation de manifestations³² ; mobilisation de compétences juridiques et des ressources nécessaires pour ester en justice³³. De même, on comprendrait mieux certains engagements qui semblent

29. Le poids ancien des militantes conservatrices, y compris dans les combats antiféministes, est d'ailleurs attesté par nombre de travaux, sur l'Europe ou les États-Unis. Sur la participation des femmes dans des partis conservateurs et s'opposant au « féminisme » ou aux suffragettes, cf. Della Sudda (M.), *Une activité politique féminine conservatrice avant le droit de suffrage en France et en Italie*, thèse pour le doctorat d'histoire, Paris, EHESS, 2007 ; sur l'importance des femmes dans les mouvements conservateurs américains, cf. Klatch (R.), *Women in the New Right*, Philadelphie, Temple University Press, 1988. Sur le cas britannique, cf. aussi Vervaecke (Ph.), « La politique sans le parti. La *Primrose League* et la culture britannique, 1883-1919 », *Politix*, 81, 2008.

30. Cf. Rozell (M.), Wilcox (C.), « Second coming: the Strategies of the New Christian Right », *Political Science Quarterly*, 111 (2), 1996.

31. Vinel (J.-Ch.), « La famille Wal-Mart et la contestation conservatrice au travail », art. cité.

32. Frau (C.) « "Tout change à partir de ce soir". Le changement générationnel dans l'activité politique du groupe professionnel des buralistes », *Politix*, 96, 2011.

33. Sur le développement d'un « conservative legal movement » aux États-Unis, visant à contrecarrer le libéralisme qui prévaut au sein de la Cour suprême, cf. Teles (S. M.), *The Rise of the Conservative Legal Movement*, Princeton, Princeton University Press, 2008.

dictés par la foi ou l'adhésion à une morale traditionnelle en les rapportant à des positions et des intérêts professionnels particuliers, à l'instar des médecins mobilisés contre l'avortement³⁴.

Cette attention aux logiques ordinaires du travail de mobilisation et aux répertoires d'action doit ensuite passer par une réflexion sur les obstacles à la mobilisation dans ces groupes qui comme les autres agissent sous contrainte. Les recherches portant sur les mobilisations de certaines professions peu familières de l'action collective et de la rue³⁵ montrent ainsi que la faible maîtrise des techniques de la protestation constitue un obstacle qu'elles doivent contourner lorsqu'elles entendent se mobiliser (comment organiser concrètement un rassemblement, canaliser ses troupes ? Comment négocier avec les autorités ?, etc.). Non qu'elles ne puissent finalement agir collectivement, mais que le transfert de techniques contestataires venues de la gauche est parfois difficile et coûteux. De plus, à raisonner exclusivement sur les succès, on oublie que même les groupes dotés de ressources fortes (économiques, sociales et politiques) peuvent peiner à légitimer leur cause³⁶ et ne parviennent pas toujours à leurs fins. L'enquête de Steven Teles³⁷ sur les mobilisations des juristes conservateurs aux États-Unis montre ainsi l'échec initial de ces derniers à peser sur le pouvoir judiciaire, malgré les succès électoraux des républicains. Il suggère alors que c'est en investissant dans des formes d'action, initialement peu rentables (conquête de certains départements universitaires, constitution d'espace de réflexion et de coordination de la pensée juridique conservatrice, etc.), que ces derniers parviendront finalement à s'imposer comme un contrepoids aux juristes libéraux. Observer ces échecs et ces tâtonnements permet de comprendre que, comme les groupes dominés, les classes supérieures doivent apprendre à protester, et suggère qu'il faut aussi analyser les adaptations tactiques qui conduisent ces mouvements à infléchir leurs formes d'action ou leur discours pour s'adapter aux contraintes des espaces d'actions dans lesquels ils évoluent³⁸.

34. Sur ce cas, cf. Gaudillière (J.-P.), « Intellectuels engagés et experts : biologistes et médecins dans la bataille de l'avortement », *Natures, Sciences, Sociétés*, 14, 2006.

35. Sur les débitants de tabac, cf. Frau (C.) « "Tout change à partir de ce soir" ... », *art. cité.* et sur les professions juridiques l'article de N. Rafin dans ce numéro.

36. Par exemple, sur la défense des « surdoués », cf. Lignier (W.), « La cause de l'intelligence. Comment la supériorité intellectuelle enfantine est devenue une catégorie de l'action publique d'éducation en France (1971-2005) », *Politix*, 94, 2001 ; sur le principe de sélectivité d'une profession, cf. Deplaude (M.-O.), « Une mobilisation contre-révolutionnaire : la refondation du syndicat des enseignants de médecine en mai 68 et sa lutte pour la "sélection" », *Sociétés contemporaines*, 73, 2009 ; ou sur la revendication du droit à l'auto-défense, cf. Latté (S.), « Les "victimes". La formation d'une catégorie sociale improbable et ses usages dans l'action collective », thèse pour le doctorat de science politique, Paris, ENS, 2008.

37. Teles (S. M.), *The Rise of the Conservative Legal Movement*, *op. cit.*

38. Par apprentissage des échecs stratégiques précédents, certains mouvements conservateurs abandonnent la lutte frontale et changent de rhétorique à la fois pour emprunter des voies plus locales et faire passer leurs prises de position réactionnaires pour des opinions, sans doute discutables comme toute opinion, mais des opinions ordinaires ou de bon sens. Cf. Merchant (J.), « Les militants *pro-life* à l'échelle locale » et Godet (A.), « La croisade des militants créationnistes : une histoire sans fin », in Huret (R.), *Les conservateurs*

Une dernière voie pour normaliser l'approche des mobilisations conservatrices est de réarticuler leur étude à celle des mouvements progressistes auxquels elles s'opposent. Cette voie n'est pas novatrice, même si elle a été en fait trop peu suivie. Proposée au début des années 1980, la notion de « contre-mouvement³⁹ » incite à ne pas isoler des phénomènes protestataires qui sont en pratiquement intimement liés, en particulier parce que les uns suscitent les autres. C'est le cas de nombre de mobilisations conservatrices qui sont avant tout des réactions à, ou des anticipations, des changements produits par l'activisme de groupes minoritaires et/ou dominés revendiquant de nouveaux droits : notamment pour les mouvements *anti-busing* américains (contre la mixité forcée dans les établissements scolaires⁴⁰), les mobilisations contre les législations favorisant l'égalité homme-femme⁴¹, les mouvements dits « pro-vie⁴² » ou encore, plus récemment, les protestations visant en France la loi autorisant le mariage entre personnes de même sexe. Ce faisant, une telle perspective invite à la fois à réfléchir aux conditions des potentiels « *backlash* » que peuvent provoquer les progrès obtenus par les mouvements progressistes⁴³, mais aussi et surtout à envisager l'interdépendance entre ces mouvements, tant discursive que du point de vue des répertoires d'action utilisés. Comme l'a montré Albert Hirschman⁴⁴, il est impossible de comprendre la rhétorique réactionnaire sans analyser comment elle s'articule aux politiques progressistes qu'elle entend dénoncer. De même suggère-t-il qu'une bonne partie « de la rhétorique progressiste ou libérale » peut être engendrée à partir du modèle

américains se mobilisent, op. cit. Voir aussi Huret (R.), « Une armée de délinquants fiscaux. Le refus de l'impôt aux États-Unis au lendemain de la crise de 1929 », *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, 56, 2009.

39. Cf. Mottl (T. L.), « The Analysis of 'Countermovements' », *Social Problems*, 27 (5), 1980 ; Lo (C. Y. H.), « Countermovements and Conservative Movements in the Contemporary U.S », art. cité ; Zald (M. N.), Useem (B.), « Movement and countermovement interaction: Mobilization, tactics, and state involvement », in McCarthy (J. D.), Zald (M. N.), eds, *Social Movement in an Organizational Society*, New Brunswick, Transaction Books, 1987 ; Meyer (D. S.), Staggenborg (S.), « Movements, Countermovements, and the Structure of the Political Opportunity », *American Journal of Sociology*, 101 (6), 1996.

40. Cela désigne les mouvements d'opposants au « *busing* », politique entamée dans les années 1970, impliquant le transport des enfants en bus dans des écoles éloignées de leurs quartiers de manière à lutter contre la ségrégation raciale. Cf. Useem (B.), « Solidarity Model, Breakdown Model, and the Boston Anti-Busing Movement », *American Sociological Review*, 45 (3), 1980 ; Sears (D. O.), Hensler (C. P.), Speer (L. K.), « Whites' Opposition to "Busing": Self-Interest or Symbolic Politics? » *The American Political Science Review*, 3 (2), 1979.

41. Par exemple les luttes menées dans les années 1970 contre la ratification d'un amendement constitutionnel consacrant l'égalité des droits (dit ERA, *Equal Rights Amendment*), notamment derrière la figure de Phyllis Schlafly.

42. Staggenborg (S.), *The Pro-Choice Movement. Organization and Activism in the Abortion Conflict*, Oxford, Oxford University Press, 1991.

43. Sur l'hypothèse du *backlash* (i.e. de la radicalisation des ségrégationnistes du Sud et de l'aggravation des comportements discriminatoires) produit par la prohibition juridique de la ségrégation raciale aux États-Unis, cf. Klarman (M. J.), « How Brown Changed Race Relations: The Backlash Thesis », *The Journal of American History*, 81 (1), 1994. On suggérera cependant une lecture prudente de cette hypothèse tant il semble difficile d'affirmer que la déségrégation ait pu aggraver la situation des Afro-Américains dans les E.U. des années 1950 et 1960...

44. Hirschman (A. O.), *Deux siècles de rhétorique réactionnaire*, Paris, Fayard, 1991.

de la rhétorique réactionnaire ; « les hommes de progrès » devant autant à leurs adversaires que ces derniers aux libéraux⁴⁵. En outre, si un mouvement peut susciter un contre-mouvement, ce n'est pas seulement par un effet mécanique de « réaction », mais aussi parce que le premier ouvre des opportunités (débat public, attention médiatique au problème, dissension au sein des autorités, etc.) et des occasions d'action (contre-manifestation, blocage des débats législatifs, etc.) pour le second qui lui permettent de cristalliser des soutiens auparavant diffus et peu mobilisés. De la même manière, il faut prêter attention à l'interdépendance tactique qui lie les adversaires et à la circulation des modèles d'actions entre eux⁴⁶. Ce faisant, on gagnerait à s'engager plus systématiquement dans la perspective relationnelle que propose par exemple Lilian Mathieu pour penser un espace des mouvements sociaux⁴⁷ qui ne se réduise pas aux mouvements progressistes, mais intègre également les groupes conservateurs, contre-mouvements qui constituent aussi l'espace d'interdépendance dans lequel les stratégies et les revendications des uns et des autres sont produites⁴⁸.

De quelques particularités des mobilisations des dominants

La normalisation de l'analyse des mobilisations conservatrices ne doit pas cependant conduire à oublier ce qui singularise les groupes dominants et, par tant, la particularité de leurs actions collectives, qui renvoie principalement à leurs modes de coordination. D'emblée ici les obstacles à l'objectivation scientifique sont nombreux ; s'ils rendent l'investigation particulièrement difficile, ils n'en livrent pas moins quelques éclaircissements sur la posture sociologique à adopter. On voudrait suggérer ici que l'on aurait tout à gagner à changer de lunettes pour élargir le point de vue à partir duquel on peut espérer les saisir.

D'abord, alors que les mots abondent pour catégoriser ou qualifier les actions collectives des groupes dominés – insubordination, rébellion, émeutes, tumultes, attroupements, soulèvements, grèves, révoltes, révolution, insurrection...⁴⁹ –, ils se raréfient dès qu'il s'agit des dominants et sont plutôt disqualifiés dans le lexique scientifique : lobbying, complots, conspirations, ententes illicites, arrangements et manipulations occultes. Si ces mots manquants risquent d'inciter à penser, par une sorte de substantialisme à l'envers, que la « chose »

45. *Ibid.*, p. 239 et s.

46. Meyer (D.), Whittier (N.), « Social Movement Spillover », *Social Problems*, 41 (2), 1994.

47. Cf. Mathieu (L.), « L'espace des mouvements sociaux », *Politix*, 77, 2007.

48. Par exemple, sur l'interdépendance entre manifestation d'extrême gauche et d'extrême droite, cf. Mathieu (L.), « Les manifestations en mai-juin 68 », in Damamme (D.), Gobille (B.), Matonti (F.), Pudal (B.), dir., *Mai-Juin 68*, Paris, Les Éditions de l'Atelier, 2008.

49. Voir sur cette question Offerlé (M.), « Histoire des protestations », in Fillieule (O.), Agrikoliansky (É.), Sommier (I.), dir., *Penser les mouvements sociaux*, Paris, La Découverte, 2010.

alors n'existe pas⁵⁰, ils privent aussi de ressources conceptuelles pour concevoir l'expérience d'une action collective des dominants : peu de débats et controverses théoriques ou de tradition d'analyse établie ; faible prise en compte, dans la restitution de l'histoire sociale et politique, de la dimension conflictuelle des rapports sociaux empêchant de conclure trop vite et sans enquête que ce qui est advenu n'avait d'autres raisons que la force du « bon sens » (du progrès, de la Raison ou de la fatalité)⁵¹. Prendre au sérieux la dynamique contestataire revient à s'intéresser aussi aux « opposants aux opposants », les formes et modes d'action qu'ils empruntent. Plutôt que « secrètes » ou « occultes », leurs actions pertinentes sont plus ordinairement à considérer comme discrètes, inaperçues ou rendues invisibles et c'est aux conditions de possibilité de cette invisibilité qu'il conviendrait aussi de s'intéresser⁵². L'une d'entre elles tient très concrètement aux matériaux empiriques (indis)disponibles. À l'inverse des groupes dominés, les classes supérieures sont beaucoup moins « surveillées » par la police ou les préfets qui laissent des comptes rendus dans les archives (les connaissances sur leur « état d'esprit » passent par d'autres circuits que le « renseignement »). Et lorsqu'elles l'ont été, c'était à l'occasion de manifestations de rue qui ont laissé dans les mémoires des références calamiteuses (les liges des années 1930, le « 6 février 1934 »...) ⁵³ n'offrant pas ou rarement de grands précédents auxquels se référer pour entreprendre de nouvelles protestations publiques⁵⁴, d'où sans doute leur difficulté à trouver une source d'inspiration commune pour user de la rue et du nombre afin de démontrer et imposer leur force ; il s'agirait ainsi moins d'une indisposition sociale à le faire qu'un souci tactique d'éviter un « ratage » particulièrement discréditant. Habituees aussi à jouer sur la non-publicité, les

50. À tort comme le remarque M. Dobry : « Si le complot n'est pas une explication en sciences sociales, cela ne signifie pas qu'il n'existe pas », cf. « Le renseignement politique dans les démocraties occidentales. Quelques pistes pour l'identification d'un objet flou », *Cahiers de la sécurité intérieure*, 30, 1997, p. 62. Voir aussi le colloque de l'École doctorale de science politique, Université Paris I, septembre 2013, « Les sciences sociales face au complot ». Pour des exemples historiques, Monier (F.), *Le complot dans la République. Stratégies du secret, de Boulanger à la Cagoule*, Paris, La Découverte, 1998 ; Brayard (F.), *Auschwitz. Enquête sur un complot nazi*, Paris, Seuil, 2012. Ou pour une réflexion sur ses usages scientifiques et littéraires, Boltanski (L.), *Énigmes et complots. Une enquête à propos d'enquêtes*, Paris, Gallimard, 2012.

51. Inattention qui construit souvent de grandes mythologies ou des récits historiques devenus à ce point admis qu'ils sont rarement réexaminés. Cf. Pessis (C.), Topçu (S.), Bonneuil (Ch.), dir., *Une autre histoire des « Trente glorieuses »*, Paris, La Découverte, 2013 ; Fontaine (M.), Monier (F.), Prochasson (Ch.), dir., *Une contre-histoire de la III^e République*, Paris, La Découverte, 2013. Ou sur un keynésianisme bien moins établi que ce que l'histoire en retient, Gaïti (B.), « L'érosion discrète de l'État-providence dans la France des années 1960. Retour sur les temporalités d'un « tournant néo-libéral » », *Actes de la recherche en sciences sociales*, 201-202, 2014.

52. Par un curieux paradoxe, le cas des groupes dominants rejoint ici celui des groupes subalternes (dont le discours contestataire ne peut être que dissimulé et laisser peu de traces, échappant ainsi largement à l'analyse), mais pour des raisons très différentes. Sur la difficulté à accéder aux *hidden transcripts* des formes de résistance des groupes subalternes, cf. Scott (J. C.), *Les arts de la résistance*, op. cit.

53. Voir Tartakowski (D.), *Les droites et la rue*, Paris, La Découverte, 2014.

54. Hormis la grande manifestation de juin 1984 contre le projet Savary visant à créer un grand service public de l'éducation.

classes supérieures disposent d'archives privées dont l'accès et l'interprétation sont étroitement contrôlés par elles-mêmes et leurs auxiliaires, notamment avocats (lorsque celles-ci ne sont pas détruites par souci de contrôle justement)⁵⁵. Et c'est bien souvent grâce à l'investigation d'autres acteurs (journalistes, magistrats) que des informations sont obtenues – ce qui ne va pas sans quelques problèmes : individualisation du propos⁵⁶, jugements normatifs, focalisation sur le spectaculaire des « affaires » ou scandales⁵⁷, etc. Une autre raison de cette invisibilité renvoie sans doute encore à la multipositionnalité des dominants, qui non seulement les rend « mobiles » et leur offre un répertoire de jeu très ouvert (l'*exit* ici peut être envisagé sans risque de perdre de sa force ou la partie et comme une *voice* très efficace⁵⁸), mais aussi brouille les positions et les lieux de décision. Cette perturbation des classements ordinaires qui affecte aussi les polarisations politiques de droite et de gauche rend incertaines les pistes d'investigation possibles en encourageant à penser qu'il existe bien des centres névralgiques où se font les connexions, les échanges et les transactions explicites et à s'engager dans une quête sans fin d'un « vrai » lieu du pouvoir avec une prime pour les lieux secrets (les clubs, cercles, associations réunissant les grands de ce monde).

La situation inconfortable dans laquelle se trouvent placés les sociologues est redoublée par une sorte de répugnance intellectuelle à faire usage de ces mots dévalués – complots, lobbying... – qui empêche bien souvent une interrogation plus classique sur les formes de concertation et d'entente pouvant exister entre les membres des classes supérieures aux intérêts parfois contraires⁵⁹. Car s'il s'agit de tenir compte des différences existant entre fractions dominantes (comme entre celles opposant – même si elles tendent à s'atténuer aujourd'hui – le monde des affaires et le monde de la culture), il s'agit aussi de repérer comment et sous quelles conditions elles peuvent néanmoins partager des croyances, des idées ou des intérêts⁶⁰, ce qui tend souvent à être oublié. En témoignent certaines catégories scientifiques cette fois-ci bien établies qui

55. Les matériaux biographiques livrés au public (comme ceux du *Who's Who*) résultent aussi de « manipulations » identitaires visant à n'offrir d'elles-mêmes que les caractéristiques de l'image sous laquelle elles aiment être perçues et dont on comprend bien qu'elles ne correspondent pas à celles qu'aimeraient obtenir les sociologues. Collovald (A.), « Identités stratégiques », *Actes de la recherche en sciences sociales*, 73, 1988.

56. Voir par exemple la critique formulée par M. Pinçon et M. Pinçon-Charlot à propos de « l'affaire Cahuzac », in *La violence des riches*, Paris, La Découverte, 2014.

57. Cf. Briquet (J.-L.), Garraud (Ph.), dir., *Juger la politique. Entreprises et entrepreneurs critiques de la politique*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2002.

58. Pour reprendre Hirschman (A. O.), *Face au déclin des entreprises et des institutions*, op. cit.

59. La mise en forme symbolique d'une cause collective autour d'intérêts communs est en décalage avec les pratiques de mobilisation en vigueur parmi les grands patrons par exemple qui cherchent plutôt à défendre des intérêts spécifiques, parfois éphémères et souvent contradictoires. Cf. Bunel (J.), « Représentation patronale et représentativité des organisations patronales », *Travail et Emploi*, 70, 1997 et Offerlé (M.), *Les patrons des patrons. Histoire du MEDEF*, Paris, Odile Jacob, 2013.

60. Ce que montre Ch. Topalov dans son analyse des « réformateurs sociaux » composés de médecins hygiénistes, économistes, patrons et responsables politiques à la source de l'invention du « chômage », cf. *Naissance du chômeur (1880-1910)*, Paris, Albin Michel, 1994.

insistent sur les divisions, concurrences, voire détestations entre fractions sociales dominantes en négligeant les coopérations (implicites ou explicites) et transactions qui peuvent les unir malgré leurs différences⁶¹. Il en est ainsi, entre autres, de la notion de « démocratie pluraliste » ou de « polyarchie » mise au point par Robert Dahl et reprise constamment en science politique dont il est utile de rappeler qu'elle recouvrait au moment de son invention aux États-Unis un enjeu politique fort opposant des *social scientists* affichant clairement leurs préférences conservatrices à ceux revendiquant une position « progressiste » (comme Charles Wright Mills⁶² grande figure de la gauche intellectuelle américaine) pour la définition de nature démocratique de la société américaine⁶³. Cet exemple souligne combien, à la manière de Bachelard, il y aurait à entreprendre une « psychanalyse de l'inconscient scientifique » en menant une sociologie des idées politiques et sociologiques redécouvrant, sous des notions apparemment neutres ou descriptives, les méandres de leur décontextualisation et dépolitisation. Cette sociologie serait d'autant plus salutaire que l'on peut faire l'hypothèse, relativement bien fondée si l'on suit Weber, qu'un des modes d'action centraux des mobilisations conservatrices consiste à faire accepter un arsenal d'idées, d'arguments, de catégories de pensée, voire de *scenarii* de politiques publiques légitimant après coup ou préalablement des pratiques qui, déshabillées de leurs justifications idéologiques, apparaîtraient comme insupportables de violence sociale et affecteraient la production du consentement. Nombre de causes que promeuvent des groupements conservateurs sont aussi discréditables et discréditées dans l'espace public contemporain (comme obscurantistes, irrationnelles, d'arrière-garde, prônant un retour à la foi et aux valeurs traditionnelles⁶⁴) et supposent des stratégies de légitimation à double voie. D'un côté, à l'image, par exemple, des leaders des mouvements chrétiens américains déjà évoqués⁶⁵, apprendre à euphémiser une rhétorique trop radicale (appel à la guerre, dénonciation du « lesbianisme » ou de la « sorcellerie », références bibliques nombreuses) les faisant passer pour des illuminés, afin d'enrôler au-delà des auditoires acquis, de collectiviser la cause en rassemblant d'autres groupes conservateurs (anti-impôts notamment) et de mutualiser les ressources en bénéficiant de nouveaux savoirs et savoir-faire. D'un autre côté, le nombre ne fait pas toujours la force et la légitimité se gagne surtout

61. Et en réservant aux classes supérieures une sorte de monopole des petites et grandes différences à l'inverse des classes populaires vues comme un tout unifié.

62. Voir la préface de F. Denord à la récente réédition de *L'élite au pouvoir*, Paris, Agone, 2012 (la première édition avait pour titre *L'élite du pouvoir*, F. Denord explique ce changement d'intitulé).

63. Il convient de rappeler ici que le mouvement néo-conservateur aux États-Unis a longtemps été vu comme un parti d'intellectuels, un « conservatisme de *Social Scientist* » (avec des auteurs comme D. Bell, S. Lipset, I. Kristol...).

64. Ce que montrent bien les articles de K. Geay et de S. Rétif dans ce numéro.

65. Cf. Rozell (M.), Wilcox (C.), « Second Coming: the Strategies of the New Christian Right », art. cité.

en diffusant des idées « illégitimes » auprès de passeurs publics (comme les médias⁶⁶) ou dans des « lieux d'influence » où sont postés des acteurs centraux de l'État ou des organismes internationaux – hauts fonctionnaires, responsables politiques – qui les reprendront, en le sachant ou sans le savoir, comme catégories pour penser leur activité et les actions publiques⁶⁷.

Autres obstacles encore, cette fois-ci qui tiennent à la pratique empirique des sociologues (ou plus largement des sciences sociales). La déshatitude des investigations « structurales » (enquêtes statistiques, prise en compte d'une population large) au profit d'études de cas (une profession, une monographie locale, une manifestation ou une grève...), si elle a revivifié les analyses en mettant en évidence des mécanismes ou des processus concrets inaperçus autrement, en lançant des nouveaux débats épistémologiques, en dialoguant avec et empruntant à d'autres disciplines (histoire, ethnologie par exemple)⁶⁸, a pour revers, pour ce qui nous importe ici, de sérialiser les études et de gêner une prise en compte par exemple de la morphologie du champ du pouvoir (et ses évolutions⁶⁹) ou de configurations contestataires⁷⁰ : ici ce sont les divisions du travail symbolique et pratique pouvant exister entre fractions sociales différentes (et supposées étrangères les unes ou autres) et les enjeux sociaux concrets que leurs mobilisations recouvrent qui sont occultés. Rémi Lenoir montre ainsi en replaçant les dernières manifestations pour la défense de la famille « traditionnelle » dans l'ensemble des mobilisations dont la famille est l'objet (notamment dans les débats parlementaires sur les droits successoraux, les droits fiscaux, les droits sociaux, voire dans la rue ou sur Internet avec le fameux « ras l'bol fiscal »), que les enjeux de ces luttes politiques sont indissociablement moraux, économiques et culturels : le « problème est bien moins celui des structures familiales dont il est question, que celui des structures sociales elles-mêmes, celles-là même qui permettent aux groupes dominants de conserver leur position (dominante) dans l'espace social⁷¹. » On aperçoit ici l'erreur interprétative qu'il y a à ne lire les manifestations réactionnaires que sous l'unique angle de la réaction : d'une part, on ferme d'emblée l'analyse en

66. Sur le rôle joué par la chaîne de télévision conservatrice *Fox News* dans la coordination des *Tea parties*, cf. Williamson (V.), Skocpol (Th.), Coggin (J.), « The Tea Party and the Remaking of Republican Conservatism », *Perspectives On Politics*, 9 (1), 2011.

67. Là encore la légitimité la plus forte se gagne ainsi, à l'inverse de ce que l'on pourrait penser, par des voies peu visibles (clubs, huis clos des cabinets ministériels...) et sans recourir à la publicisation (qui susciterait critiques et luttes symboliques). C'est ce qu'invite à examiner M. Dobry dans *Sociologie des crises politiques*, Paris, Presses de Sciences Po, 2009.

68. Cf. « Faire des sciences sociales du politique », *Politix*, 100, 2012.

69. Cf. sur cette question, l'article tout à fait éclairant, Denord (F.), Lagneau-Ymonet (P.), Thine (S.), « Le champ du pouvoir en France », *Actes de la recherche en sciences sociales*, 190, 2011.

70. Sur le même mode que Philippe Bezès quand il s'intéresse à des « configurations de réformes » pour comprendre les enjeux recouverts par les transformations de l'administration. Bézès (Ph.), *Réinventer l'État. Les réformes de l'administration française (1962-2008)*, Paris, PUF, 2009.

71. Lenoir (R.), « Mouvement familial et classes sociales », *Revue Savoir/Agir*, « Les dominations », 26, 2013. Cf. aussi du même auteur, *La généalogie de la morale familiale*, Paris, Seuil, 2003.

ne prêtant attention ni aux alliances pouvant exister avec des acteurs mieux reconnus et au soutien très discret ni à l'hétérogénéité possible de ces groupements et à leurs désaccords internes (et donc aux enjeux qui déterminent concrètement leur ligne d'action) ; d'autre part, on risque de ne trouver, de façon tautologique, dans ceux qui se mobilisent que des caractéristiques ajustées – motivations, valeurs ou raisons religieuses par exemple –, empêchant de s'interroger sur les savoirs et savoir-faire professionnels réinvestis dans des luttes politiques, comme on l'a vu plus haut. Cette erreur va de pair avec une inclination à ne retenir que les « choses figurantes » pour parler comme Pascal en ignorant les « pouvoirs invisibles » qu'a révélés en son temps Paul Lazarsfeld⁷² et qui supposent, pour être perçus, de prendre en compte à la fois les spécificités des élites sociales et politiques et l'ensemble des autres acteurs individuels et collectifs soutenant, à un titre ou à un autre, qu'ils le veuillent ou non, leur entreprise de conservation de l'ordre établi.

On peut dès lors se demander s'il ne conviendrait pas de faire entrer dans l'analyse des mobilisations conservatrices et plus précisément *dans leur répertoire d'action ces stratégies de coordination sans relations orchestrées* que constitue le « laisser-faire » des habitus. Comme des analyses l'ont montré⁷³, les contrôles opérés sur les différentes instances de « socio-genèse des habitus » que sont les écoles puis les grandes écoles, les clubs de loisirs ou de réunion, les voyages seraient à concevoir comme des placements anticipés visant à maintenir l'ordre social dominant dans ses bonnes formes et son bon esprit, même au prix d'une sélection parmi les « héritiers » pour éviter les « ratés » dans tous les sens du terme ou les déconvenues⁷⁴. Ou encore *ces formes de collusion sans transactions explicites* qui reposent sur une division du travail permettant un jeu sur la distance sociale et sectorielle entre les groupes dominants et leurs auxiliaires et faisant disparaître le rôle des premiers agissant par délégation contrôlée. Il en serait ainsi du « laisser-faire » des marchés professionnels : marché du conseil fiscal en pleine expansion qui permet aux classes dominantes de se mobiliser par intermédiaires interposés pour obtenir dérogations ou niches fiscales, faire reconnaître par l'administration la légitimité de l'héritage accumulé tout en affichant sa loyauté par rapport aux obligations contributives⁷⁵ ;

72. Comme l'ont très bien montré Grumbach (M.), Herpin (N.), « À propos de quelques travaux de Lazarsfeld et de son école », *Enquête*, 4, 1988.

73. Cf. Darmon (M.), *Les classes préparatoires. La fabrique d'une jeunesse dominante*, Paris, La Découverte, 2014. Lignier (W.), « Comment rester dominant ? Les classes supérieures face aux incertitudes de leur reproduction », *Revue Savoir/Agir*, « Les dominations », *op. cit.* Du même auteur, *La petite noblesse de l'intelligence*, Paris, La Découverte, 2012. Plus largement, cf. Bourdieu (P.), *La noblesse d'État : grandes écoles et esprit de corps*, Paris, Minuit, 1989.

74. Sur ces « ratés » ou ces héritiers qui refusent l'héritage par manque de dispositions ajustées, cf. l'analyse que fait P. Bourdieu de *L'Éducation sentimentale* de Flaubert (et de l'opposition entre Frédéric et Deslauriers), in *Les règles de l'art. Genèse et structures du champ littéraire*, Paris, Seuil, 1992.

75. Sur ces points, voir les travaux d'Alexis Spire : Spire (A.), « La domestication de l'impôt par les classes dominantes », *Actes de la recherche en sciences sociales*, 190, 2011 ; *Faibles et puissants face à l'impôt*, Paris, Raisons d'agir, 2012 ; avec Delalande (N.), *Histoire sociale de l'impôt*, Paris, La Découverte, 2010.

marché des avocats et marché des consultants en relations sociales spécialisés dans la gestion des conflits du travail pour lutter contre le syndicalisme notamment aux États-Unis⁷⁶ au nom d'une bonne démocratie salariale... Enfin considérer comme une mobilisation conservatrice la participation des groupes dominants à *des actions regardées comme indemnes de toute politique expressément conservatrice* si l'on oublie cette disposition propre aux classes supérieures d'un rapport relativiste à la règle⁷⁷ consistant à privatiser les dispositifs publics tout en faisant reconnaître par l'État et son administration leur engagement en faveur de « biens universels » : contribution aux politiques du patrimoine⁷⁸, création d'associations philanthropiques ou encore modes d'habiter les espaces résidentiels (avec le contrôle de leur peuplement éliminant, reléguant ou métamorphosant les indésirables)⁷⁹. Cette capacité à retourner à leur avantage des dispositifs initialement prévus pour d'autres finalités se conjugue à une autre aptitude – proprement rhétorique et linguistique – à faire passer des intérêts privés pour une cause universelle ou l'intérêt général ou à disqualifier par avance toutes les utopies de changement et les projets de réformes au nom de leur « inanité, leurs effets pervers ou la mise en péril⁸⁰ » qu'ils feraient encourir à la société. Double jeu et double langage conforté par toutes les ressources de la dénégation dont l'un des effets est de rendre opaque le vocabulaire employé, voire d'en faire une sorte de *novlangue* (par abstraction, retournement des significations, technicisation des termes) qui, réservée à quelques initiés, détruit le *sens commun* du langage et prive d'appuis à la critique⁸¹.

Il faudrait enfin entreprendre, on l'a dit, une sociologie des idées conservatrices en s'intéressant au champ de production des biens symboliques, aux modalités de leur diffusion et de leur réception (et aux conjonctures intellectuelles et politiques dans lesquelles ces idées prennent forme et passent d'un univers à l'autre). Elles sont en effet centrales dans le travail symbolique opéré pour faire accepter comme « naturels », « allant de soi » ou « de bon sens » des

76. Voir Vinel (J.-Ch.), « Un fossile pris dans l'ambre. Le droit, la définition du salariat et la construction d'une société "post-industrielle" dans l'Amérique contemporaine », *Revue française d'études américaines*, 111, 2007 ; Julliard (É.), « Les syndicats américains face aux stratégies managériales d'entrave du syndicalisme », *Revue Agone*, 50, 2013.

77. Si l'on suit L. Boltanski, ce rapport relativiste à la règle est la marque principale d'appartenance au groupe des dominants ; Boltanski (L.), *De la critique. Précis de sociologie de l'émancipation*, Paris, Gallimard, 2009.

78. Drouard (M.), « Le patrimoine pour tous. La contribution des aristocrates d'extrême droite au maintien de l'idéologie des "belles demeures" », *Revue Agone*, 54, 2014.

79. Cf. « Les espaces de l'entre soi », *Actes de la recherche en sciences sociales*, 204, 2014. Tissot (S.), *De bons voisins : enquête dans un quartier de la bourgeoisie progressiste étasunienne*, Paris, Raisons d'agir, 2011.

80. Cf. Hirschman (A. O.), *Trois siècles de rhétorique réactionnaire*, op. cit.

81. Ce qui oblige les analystes à un long travail de décodage avant même de commencer l'enquête (d'où parfois un coût élevé pour accéder à la langue des dominants et en comprendre les échanges). Sur cette perte du sens commun et de possibilité de critique, Boltanski (L.), Esquerre (A.), *Vers l'extrême. Extension des domaines de la droite*, Paris, Éd. Dehors, 2014.

inégalités sociales (« l'éternel féminin », « la mauvaise nature des pauvres ») historiquement construites, transformer en problèmes moraux des problèmes sociaux et faire croire à la vertu de ce meilleur monde possible qu'est l'ordre social et politique établi (comme le disent les néo-conservateurs américains, il « faut faire confiance à la réalité »). Centrales aussi, on l'aura compris, pour rendre la critique intellectuelle et politique difficile : en « convertissant » d'anciens adversaires qui, par leur ralliement, troublent les clivages politiques, en réduisant le pensable politique ou en malmenant l'autonomie des univers savants, leur capital symbolique et leurs instances de légitimation⁸². Bien des travaux récents sont venus renouveler une histoire des idées longtemps focalisée sur les « grands auteurs » et invitant à penser que la force des idées réside en elles-mêmes, que leur cohérence ou leur organisation crée une forme d'intersubjectivité facilitant leur circulation d'une tête à l'autre⁸³. Ils ont attiré l'attention sur des processus et des médiations pouvant équiper une réflexion sur la légitimation d'opinions, croyances, convictions ou catégories de pensée initialement jugées contraires au « bien public » ou aux idéaux de tolérance et d'égalité et qui vont progressivement être admises et entendues dans les luttes de définition des situations : jeu sur les différents espaces publics (espace délibératif, Internet, espaces étrangers) pour faire du « collectif » à moindre coût⁸⁴, forcer la virulence des « opinions » (rumeurs assassines, propos relâchés sur Internet évitant les censures prévalant ailleurs dans l'espace délibératif) tout en se ménageant la possibilité de se rétracter⁸⁵, présentation alternative de soi et de ses idées en France et à l'étranger⁸⁶ composant des identités intellectuelles – et politiques – parfois incompatibles et retirant des profits symboliques de

82. Voir les travaux mettant en évidence les transformations du capital culturel en cours de plus en plus appuyé, sous l'effet de la montée des compétences internationales, sur la détention de fortes ressources économiques, cf. sur ce point, Wagner (A.-C.), « Les classes dominantes à l'épreuve de la mondialisation », *Actes de la recherche en sciences sociales*, 190, 2011.

83. Voir, sur cette histoire des idées renouvelée, la diversité des conceptions et approches qu'elle recouvre et les raisons de sa relative faiblesse dans l'historiographie française, « Regards sur l'histoire intellectuelle », *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, 5, 2012.

84. Comme ce qu'il en a été avec les « Pigeons », cette action d'entrepreneurs de *start-up* et d'entreprises *high tech* contre le projet de loi de finances en 2012 envisageant d'intégrer dans le barème de l'impôt sur le revenu les plus-values réalisées lors de la revente de parts de société (ce qui est le propre de leur activité – le *Business Angels* – consistant à parier sur de gros bénéfices de leurs investissements dans des *start-up*). Par le web et les « réseaux sociaux », quelques patrons, dont les entreprises étaient plutôt situées aux États-Unis, ont réussi à enrôler quelques centaines d'autres, à créer l'illusion « d'un mouvement » d'opposition au Gouvernement Ayraut au nom de la « liberté et des risques d'entreprendre » et à se faire entendre – grâce à leurs relations, le soutien de toute une presse économique et politique relayant leur « mouvement » et leurs revendications – auprès de la ministre déléguée chargée des PME, de l'Innovation et de l'Économie numérique, Fleur Pellerin et du ministre de l'Économie et des Finances, Pierre Moscovici.

85. Cf. Cardon (D.), *La démocratie Internet. Promesses et limites*, Paris, Le Seuil, 2010.

86. Pour une analyse critique ravageuse de ce double jeu intellectuel et politique auquel semblent se livrer certains intellectuels libéraux français, cf. Audier (S.), *La pensée anti-68. Essai sur les origines d'une restauration intellectuelle*, Paris, La Découverte, 2009.

ce double « commerce des idées⁸⁷ » ; diversité des modes de diffusion des idées politiques (entretiens, colloques, traductions de livres, préface, articles dans la presse), rôle des « passeurs » ou médiateurs dans la politisation différentielle d'idées scientifiques⁸⁸, importance des *Think tanks* et des *Fast Thinkers* dans la limitation du pensable politique⁸⁹ (moins ainsi pour imposer des idées nouvelles comme cela avait pu être le cas aux origines du néo-libéralisme⁹⁰ que pour définir les termes du débat politique en fournissant des « concepts prêts à l'emploi » peu soucieux de validation scientifique) ; rôle des alliés (volontaires ou involontaires) et de modes d'action qui ne sont pas forcément politiquement orientés (prêtres avec leurs sermons, pèlerinages, influence auprès des femmes⁹¹ ; évangélistes conservateurs américains avec leurs prêches à la radio ou la télévision, etc.) ; recherche d'une accréditation scientifique (des sciences sociales et des sciences de la nature) via l'enrôlement d'experts reconnus ; jeu sur l'hétéronomie des univers savants ou littéraires ou, à l'inverse, sur leur autonomie de spécialistes pour transformer l'identité d'un penseur servant de référence et lui conférer une respectabilité rejaillissant sur ses idées en faisant oublier des caractéristiques gênantes ou contradictoires⁹²...

Mais un des modes d'action des mobilisations conservatrices ne réside-t-il pas aussi et peut-être plus simplement ou traditionnellement dans la pression que peuvent exercer les dominants sur les dispositions à agir des groupes dominés ? En leur ôtant les attributs symboliques du progrès et de la cause démocratique à défendre pour « dégoûter » leurs soutiens habituels et renforcer « l'énorme mépris de la postérité » selon les mots d'Edward P. Thompson⁹³ ? En modifiant leurs droits, changeant les représentations, discréditant des idéaux présentés comme des utopies dangereuses, luttant contre leurs porte-parole, créant des désarrois et des incertitudes sur l'avenir, voire en retournant

87. Sur ce point qui renvoie à l'analyse des conditions de la circulation des biens symboliques, Pinto (L.), dir., *Le commerce des idées philosophiques*, Bellecombe-en-Bauges, Éditions du Croquant, 2009.

88. Cf. sur ce point Hauchecorne (M.), « Le "professeur Rawls" et le "Nobel des pauvres" », *Actes de la recherche en sciences sociales*, 176-177, 2009.

89. Dixon (K.), *Les évangélistes du marché. Les intellectuels britanniques et le néo-libéralisme*, Paris, Raisons d'agir, 2008 ; La mule de Troie. Blair, l'Europe et le nouvel ordre américain, Bellecombres-en-Bauge, Éditions du Croquant, 2003.

90. Cf. Denord (F.), *Néo-libéralisme version française*, Paris, Demopolis, 2007 ; Lebaron (F.), *La croyance économique. Les économistes entre science et politique*, Paris, Seuil, 2000.

91. Cf. Déloye (Y.), *Les voix de Dieu. Pour une autre histoire du suffrage électoral : le clergé catholique français et le vote. XIX^e-XX^e siècle*, Paris, Fayard, 2006 ; sur les évangélistes conservateurs, cf. Froidevaux (C.), *Politique et religion aux États-Unis*, Paris, La Découverte, 2009.

92. On peut songer ici au cas emblématique de Heidegger et des discussions sur son passé antisémite, mais on peut suivre également l'analyse de Zeev Sternhell à propos d'Edmund Burke se voulant contre-révolutionnaire et devenant sous l'effet d'interprétations néo-conservatrices un ancêtre du conservatisme bon teint. On pourrait ici multiplier les exemples. Cf. Sternhell (Z.), *Les anti-lumières : du XVIII^e siècle à la guerre froide*, Paris, Gallimard, 2010.

93. Cité par E. Hobsbawm, in *Rébellions. La résistance des gens ordinaires*, Paris, Les Éditions Aden, 2010, p. 8.

contre eux leur langue de la résistance⁹⁴... En créant également des dispositifs ou des instruments de gouvernement⁹⁵ qui prennent appui sur les routines professionnelles ou de métier pour désinciter à la rébellion et produire ainsi un silence et un désinvestissement qui, même s'il s'agit parfois d'une forme de dissidence raisonnée (ou raisonnable face à la brutalité des rapports sociaux), n'en ont pas moins des effets conservateurs.

Annie COLLOVALD est professeure de sociologie à l'Université de Nantes, directrice du CENS – Centre nantais de sociologie – et membre de l'IUF. Spécialiste de la droite et de l'extrême droite, elle a travaillé également sur différents types de militantisme et la circulation internationale des idées. Elle s'intéresse actuellement aux mobilisations

politiques des petits patrons entre 1970 et 2010. Dernier ouvrage paru (réédition) : avec Érik Neveu, *Lire le noir. Enquête sur les lecteurs de récits policiers*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2013.

annie.collovald@univ-nantes.fr

Éric AGRIKOLIANSKY est maître de conférences HDR à l'Université Paris Dauphine-PSL et mène ses recherches dans le cadre de l'IRISSO (UMR 7170). Ses travaux portent sur la sociologie des mouvements sociaux et du militantisme, l'étude des comportements

électoraux et de la politisation. Il s'intéresse en particulier aux comportements politiques des classes supérieures.

eric.agrikoliansky@dauphine.fr

94. Comme le montre B. Giraud à propos de ces cadres d'entreprises devant apprendre la langue de la « lutte des classes » (« Derrière la vitrine du "dialogue social" : les techniques managériales de domestication des conflits du travail », *Revue Agone*, 50, 2013).

95. Ou plus généralement une forme de gouvernementabilité néolibérale qui, en réglant toutes les conduites individuelles sur le modèle économique du *rational choice*, entend rendre passifs les individus dans la vie publique pour les transformer en « entrepreneurs d'eux-mêmes » dans leur vie privée. Voir pour cette analyse, Brown (W.), *Les habits neufs de la politique mondiale*, Paris, Les Prairies ordinaires, 2007 (avec la préface de Laurent Jeanpierre).